



Assemblée générale

Distr. générale
13 décembre 2017
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session
Point 149 de l'ordre du jour
Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Rapport sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Exécution du mandat	5
A. Considérations générales	5
B. Utilisation des crédits	6
C. Partenariats, coordination avec les équipes de pays et missions intégrées	17
D. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	18
III. Exécution du budget	33
A. Ressources financières	33
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	34
C. Évolution des dépenses mensuelles	34
D. Autres produits et ajustements	35
E. Contributions non budgétisées	35
IV. Analyse des écarts	35
V. Exécution du budget : stocks pour déploiement stratégique	38
VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	41
VII. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/288	42



Résumé

La corrélation entre les dépenses de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 (exercice 2016/17) et les objectifs de celle-ci est mise en évidence dans les tableaux axés sur les résultats qui présentent une analyse pour la composante appui.

Au cours de l'exercice considéré, le Service de la logistique de la Base a appuyé une variété de projets de génie et de projets environnementaux entrepris par les opérations de maintien de la paix, notamment dans le domaine de la gestion des déchets et du traitement des eaux usées, et apporté un soutien en matière de recherche de fournisseurs et d'achat. Il a également fourni un appui lors des phases de démarrage et de liquidation des opérations.

En ce qui concerne les technologies de l'information et des communications, la Base de soutien logistique des Nations Unies a continué de jouer un rôle de fournisseur mondial de services de connexion, d'hébergement et de suivi, et n'a cessé d'améliorer ses infrastructures et d'offrir des services de suivi des événements aux missions.

Les unités hébergées du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat ont continué de s'acquitter de leurs mandats. La Force de police permanente a participé aux évaluations, contribué au renforcement des capacités des missions et aidé les pays fournisseurs de personnel de police à se préparer au déploiement. Le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires a, entre autres, appuyé les plus grandes opérations de maintien de la paix, y compris en mettant en place une cour pénale spéciale en République centrafricaine, en créant un nouveau groupe de l'état de droit et en planifiant et concrétisant la transition de l'état de droit.

Au cours de l'exercice considéré, la Base de soutien logistique des Nations Unies a engagé des dépenses d'un montant de 82,2 millions de dollars, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 99,2 % (contre des dépenses d'un montant de 67,1 millions de dollars et un taux d'exécution de 99,9 % au cours de l'exercice précédent). La hausse des dépenses s'explique principalement par la prise en compte des coûts d'exploitation et d'entretien liés à Umoja (16,8 millions), qui ont été intégralement imputés au budget de la Base pour l'exercice 2016/17, au lieu d'être répartis entre les opérations de maintien de la paix, comme ce fut le cas durant l'exercice précédent.

Le dépassement des crédits affectés au personnel civil est essentiellement dû à l'augmentation des ressources nécessaires au titre du personnel recruté sur le plan international, qui s'explique par des dépenses communes de personnel supérieures aux prévisions, ainsi qu'au titre du personnel recruté sur le plan national, du fait d'un taux d'occupation des postes plus élevé que prévu. Les économies réalisées au titre des dépenses opérationnelles sont principalement imputables aux rubriques Communications et Installations et infrastructures.

Exécution du budget : ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Personnel civil	39 414,8	41 047,0	(1 632,2)	(4,1)
Dépenses opérationnelles	43 443,0	41 177,5	2 265,5	5,2
Montant brut	82 857,8	82 224,5	633,3	0,8
Recettes provenant des contributions du personnel	5 917,1	6 265,8	(348,7)	(5,9)
Montant net	76 940,7	75 958,7	982,0	1,3
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	82 857,8	82 224,5	633,3	0,8

Le taux d'occupation des postes est en augmentation par rapport à l'exercice précédent pour le personnel recruté sur le plan national, quoique le taux de vacance soit plus élevé pour le personnel recruté sur le plan international, à l'exception du personnel temporaire (autre que pour les réunions) recruté sur le plan international.

Exécution du budget : ressources humaines

Catégorie	Effectif réel 2015/16	Effectif approuvé ^a 2016/17	Effectif prévu 2016/17	Effectif réel (moyenne) 2016/17	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Personnel recruté sur le plan international	109	130	129	109	15,5
Personnel recruté sur le plan national	277	291	290	279	3,8
Emplois de temporaire ^c					
Personnel recruté sur le plan international ^d	14	11	11	10	9,1
Personnel recruté sur le plan national	15	17	17	13	23,5

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé, y compris cinq postes transférés au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix à compter du 1^{er} janvier 2017.

^b Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif prévu, mois par mois.

^c Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

^d Un poste de P-5 a été financé par la voie du mécanisme de recouvrement des coûts des opérations de maintien de la paix et n'a pas été inclus dans le tableau d'effectifs approuvés de la Base.

Le présent rapport rend également compte de l'état d'avancement de la constitution des stocks pour déploiement stratégique pendant l'exercice 2016/17, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution [56/292](#).

Exécution du budget : stocks pour déploiement stratégique

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017.)

<i>Catégorie</i>	<i>Livrés</i>	<i>Dépenses</i>
Stocks pour déploiement stratégique	22 134,5	33 466,7

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre VI du présent rapport.

I. Introduction

1. Présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 8 mars 2016 (A/70/779), le projet de budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 s'élevait à un montant brut de 85 539 300 dollars (montant net : 79 634 800 dollars). Dans son rapport sur la question (voir A/70/742/Add.9, par. 95), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que le montant brut de 82 857 500 dollars (montant net : 76 940 400 dollars) soit approuvé pour l'exercice.

2. Par sa résolution 70/288, l'Assemblée générale a approuvé un montant brut de 82 857 800 dollars (montant net : 76 940 700 dollars) au titre des dépenses de la Base pour l'exercice 2016/17. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

3. Dans sa résolution 56/292, l'Assemblée générale avait souscrit au concept de stocks pour déploiement stratégique, tel que présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 14 mars 2002 (A/56/870), et à son application aux fins du déploiement d'une mission complexe, et avait approuvé un montant de 141 546 000 dollars à cet effet. Ces stocks permettent de déployer rapidement les ressources dont les missions ont besoin et de réduire les délais d'achat du matériel indispensable à leur démarrage ou à leur élargissement. Ils constituent une réserve de matériel renouvelable gérée de façon dynamique et constamment évaluée de manière à répondre aux besoins changeants des opérations. Dans sa résolution 59/299, l'Assemblée a approuvé l'intégration des coûts de reconstitution de ces stocks au montant des dépenses autorisées conformément au paragraphe 1 de la section IV de sa résolution 49/233 A. Dans sa résolution 64/269, elle a décidé que, si une décision du Conseil de sécurité concernant la phase de démarrage ou l'élargissement d'une opération de maintien de la paix l'obligeait à engager des dépenses, le Secrétaire général était autorisé, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à utiliser les stocks pour déploiement stratégique disponibles jusqu'à concurrence d'une valeur de 50 millions de dollars, les stocks devant être reconstitués lorsque le crédit initial aurait été ouvert. Dans sa résolution 66/266, l'Assemblée a décidé qu'un montant de 50 millions de dollars provenant du transfert de stocks stratégiques pour déploiement rapide serait déduit du montant des ressources à prévoir pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

4. La Base de soutien logistique des Nations Unies est installée à Brindisi depuis la fin de 1994. Le 23 novembre 1994, le Secrétaire général et le Gouvernement italien ont signé un mémorandum d'accord régissant l'utilisation des biens et des installations de Brindisi par l'Organisation. Le mémorandum d'accord a par la suite fait l'objet de modifications, la plus récente datant de 2011. Un mémorandum d'accord régissant l'utilisation des installations de Valence (Espagne) par l'Organisation des Nations Unies a été signé par le Secrétaire général et le Gouvernement espagnol le 28 janvier 2009.

5. L'objectif de la Base est de contribuer à la bonne gestion des missions, à toutes les étapes de leur cycle de vie, en leur apportant un appui efficace et rationnel. Durant l'exercice considéré, la Base a continué d'assurer la gestion opérationnelle des

services informatiques et des services de communication, de la logistique et de la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale, et appuyé les missions tout au long de leur mandat, de la planification de leur démarrage jusqu'à leur liquidation. Entité unique fonctionnant à partir de deux sites, elle comprend le Centre de services mondial de Brindisi et la Base informatique et communications des Nations Unies à Valence. Elle a également hébergé deux unités auxquelles elle a apporté un appui administratif : la Force de police permanente et le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires, qui relèvent du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat.

6. Un examen des besoins en personnel civil de la Base a été effectué en étroite collaboration avec les services du Siège. Il a porté sur la structure et les capacités de la Base, le but étant de s'assurer qu'elles correspondent aux priorités du Département de l'appui aux missions du Secrétariat et qu'elles tiennent compte de l'évolution constante des secteurs de la logistique et des technologies de l'information et des communications. Il a également pris en considération l'évolution du contexte des opérations de paix en vue de veiller à ce que la Base continue de disposer de ressources suffisantes pour répondre aux besoins opérationnels, y compris une demande accrue de services de liquidation liée au fait que de nouvelles missions sont arrivées en fin de mandat.

7. Durant l'exercice considéré, la Base a créé un portail unique sur lequel les missions peuvent formuler leurs demandes de services d'appui logistique et de biens et services relatifs à l'informatique et aux communications aux fins de la gestion des biens à l'échelle mondiale, y compris les demandes liées aux stocks de matériel stratégique et aux centres d'échange d'informations. Ce portail, qui fonctionne selon une procédure opérationnelle simplifiée, a permis de traiter 1 231 demandes et de répondre ainsi plus efficacement aux demandes d'appui faites par les missions, y compris en donnant un accès plus rapide au catalogue des stocks de matériel stratégique disponibles et en réduisant de 40,6 % le délai d'exécution moyen.

8. La Base a fourni les services de maintenance et d'appui technologique nécessaires au bon fonctionnement du progiciel de gestion intégré Umoja, hébergé d'autres applications centralisées ainsi que des systèmes de secours, et assuré la prestation de services à distance en faveur des missions. Umoja-Extension 1 (groupe 5) a été mis en service avec succès à la Base en novembre 2016, permettant ainsi à celle-ci de fournir au Bureau d'appui commun de Koweït des services de traitement des états de paie de son personnel recruté sur le plan national. La Base a également contribué au projet de retrait du Système Galileo de gestion des stocks durant l'exercice considéré, notamment en préparant les structures des missions, en nettoyant et en validant les données du Système Galileo, en testant le nouvel environnement et en formant les acteurs des missions.

9. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2016/17, effectuée sur la base des cadres de budgétisation axée sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

10. Durant l'exercice considéré, la Base de soutien logistique des Nations Unies a continué de fournir des services d'appui centralisé, ainsi que des services liés à la logistique, à l'informatique, à la sûreté de l'aviation régionale et à l'examen des listes de réserve des missions. Parmi les unités du Département des opérations de maintien

de la paix hébergées par la Base figuraient notamment : la Force de police permanente ; le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires ; le Service intégré de formation (jusqu'au 31 décembre 2016). Les principales activités y afférentes sont exposées ci-dessous.

Service de la logistique

Appui à la Mission

11. Durant l'exercice considéré, des équipes d'appui aux missions ont été déployées à 26 reprises à titre temporaire afin de renforcer les missions durant les périodes de montée en puissance, ou de forte augmentation des besoins, ou encore dans le cadre des activités de liquidation. Ces équipes ont fourni un ensemble de services d'appui dans le domaine de la liquidation des missions, des technologies de l'information et des communications, des systèmes d'information géographique, de l'approvisionnement, de la logistique, y compris la gestion, la réception et l'inspection des biens.

12. Le Service de la logistique a coordonné la liquidation du matériel et apporté un appui sur le terrain à l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), à la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) et à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Il a également appuyé le démarrage des opérations du Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour les questions relatives à la prévention et au règlement des conflits, y compris au Burundi, et de la Mission des Nations Unies en Colombie, et fourni des services de gestion et d'administration du matériel au Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda).

Appui en matière de recherche de fournisseurs et d'approvisionnement

13. Le Service a aidé les opérations de maintien de la paix en activité dans leur recherche de fournisseurs et leurs achats, notamment en les conseillant sur des solutions rentables pour l'acquisition de biens par l'intermédiaire du centre d'échange d'informations. Il a ainsi permis d'économiser environ 39,9 millions de dollars en évitant de lancer de nouvelles opérations d'achats, en recourant aux stocks existants et à la réserve de matériel de l'ONU pour faire face à la demande. Il a également assuré des services de coordination pour les missions, leur a fourni des analyses et fait des recommandations sur la planification générale des achats. Conformément à la politique régissant le centre d'échange d'informations, les opérations de maintien de la paix doivent obtenir l'aval de la Base de soutien logistique des Nations Unies avant d'acheter des articles non consommables d'une valeur de plus de 4 000 dollars. Dès qu'elle reçoit une demande portant sur des ressources données, la Base examine les ressources de même nature détenues par des missions réduisant leurs effectifs, ainsi que celles disponibles dans les missions en cours ou au niveau de la réserve de matériel de l'ONU, le but étant d'éviter de recourir à des fournisseurs externes et d'optimiser l'utilisation des ressources de l'Organisation.

Appui au génie et à la gestion de l'environnement

14. En matière d'appui au génie, le Service a établi des cahiers des charge concernant la reconstitution des stocks pour déploiement stratégique et aidé la Division du soutien logistique du Département de l'appui aux missions à élaborer des documents techniques relatifs à un ensemble de contrats-cadres mondiaux, y compris ceux portant sur les conteneurs rapidement extensibles, les groupes électrogènes fonctionnant au diesel, et à doter les missions préparatoires de moyens pouvant être rapidement déployés (y compris des camps d'une capacité 350 personnes, des ensembles de modification destinés à des conteneurs maritimes de 20 pieds, des miradors modulaires, des camps avancés d'une capacité de 100 personnes, des

cuisines de campagne et des réfectoires d'une capacité de 100 personnes et des grillages à simple torsion). Le Service a également effectué 13 visites dans neuf opérations sur le terrain et au Centre de services régional, afin d'appuyer, en collaboration avec le Service d'assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques du Programme des Nations Unies pour l'environnement, une série de projets de génie et de projets environnementaux, y compris ceux portant sur l'approvisionnement en eau des missions et le traitement de leurs eaux usées, et mené des évaluations techniques sur le terrain et passé en revue les projets de génie nécessitant la mise en œuvre de procédures d'achat.

Stocks pour déploiement stratégique

15. En ce qui concerne les stocks pour déploiement rapide, une révision du concept général d'opérations était en cours pendant l'exercice considéré. Cette révision portait sur le changement affectant la notion de stock pour déploiement rapide, qui ne fait plus référence à des réserves matérielles mais à une capacité qui comprendra notamment des hypothèses budgétaires, des stratégies d'approvisionnement, des capacités habilitantes, des lieux de stockage d'appoint plus proches des théâtres d'engagement, des stocks gérés par les fournisseurs, ainsi qu'une nouvelle structure de gouvernance et un cadre de résultat renforcé. On trouvera de plus amples informations sur ce point à la section V du présent rapport.

Centre stratégique des opérations aériennes

16. Le Centre stratégique des opérations aériennes a assuré le contrôle et le suivi centralisés de déplacements stratégiques aériens par des systèmes de localisation mondiaux, afin de réduire les dépenses régionales de fonctionnement de la flotte et de l'utiliser au mieux, établi des rapports sur les indicateurs liés à l'activité de vols de la flotte aérienne et publié des rapports par types d'aéronefs. Il a également fait des analyses des coûts et des avantages de 113 opérations aériennes afin de sélectionner les aéronefs les plus rentables sur les plans de l'adéquation, de la proximité et des coûts opérationnels.

Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications

17. Le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications a continué d'assurer la connectivité au plan mondial en optimisant l'accès au réseau longue distance et en fournissant des applications de mission et des plateformes d'assistance dont l'hébergement est centralisé.

Double implantation géographique

18. L'infrastructure est exploitée et gérée à partir des deux centres de technologies jumeaux de Valence et de Brindisi. Les deux sites ont été regroupés en un système pourvu d'une infrastructure unifiée et centralisée, sûre et très accessible grâce à laquelle ils peuvent fournir leurs services collectivement. Ils ont continué d'héberger notamment les services principaux suivants : la connectivité par satellite à l'échelle mondiale, la messagerie électronique centralisée, Umoja, la sauvegarde des données des missions, le progiciel iNeed, Field Support Suite et bien d'autres applications centralisées. Le centre de Valence est chargé des technologies de l'information et des communications et sert uniquement à ces fins. Avec le centre de technologie de Brindisi, il garantit la souplesse et la redondance nécessaires pour assurer l'intégrité des systèmes de télécommunication, des systèmes de données et des progiciels intégrés en cas d'interruption ou de défaillance catastrophique sur un seul site. Cette formule permet d'assurer la sécurité de l'infrastructure des technologies de

l'information et des télécommunications, ainsi que la continuité des opérations et la reprise après sinistre afin de permettre aux missions de maintien de la paix de poursuivre leurs activités.

19. Le modèle consistant à utiliser deux centres de technologies jumeaux actifs est soutenu par les plus grands spécialistes des analyses, de la recherche et des services consultatifs dans le domaine des technologies de l'information et des communications. Parmi les autres avantages de ce modèle, dont l'utilisation entre dans le cadre de la stratégie Informatique et communications de l'Organisation, on distingue notamment : a) l'optimisation de la connectivité et l'hébergement des infrastructures nécessaires pour permettre à tous les utilisateurs d'accéder au progiciel de gestion intégré Umoja ; b) l'appui au système de courrier électronique centralisé et aux systèmes centralisés de gestion de la correspondance sur le terrain ; c) l'appui aux applications hébergées sur serveur central ; d) l'appui aux services mobiles destinés aux missions ; e) l'appui aux services de suivi des événements qui permettent aux missions de tirer profit des mécanismes centralisés de surveillance des infrastructures disponibles à Valence et à Brindisi ; f) l'exploitation du système de communication par satellite « one-star » ou « à un seul bond » qui a été commandé en vue de faciliter la mise en service d'Umoja.

Activités principales (fourniture de services centralisés aux opérations de maintien de la paix)

20. Le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications a joué un rôle important dans la fourniture de technologies centralisées ayant permis d'alléger les équipes de l'informatique et des communications dans les opérations de maintien de la paix et de maintenir un niveau optimal d'extensibilité des capacités de prestation de services informatiques et de communications. Les services centralisés comprenaient notamment : a) les systèmes d'information géospatiale, y compris la maintenance et la gestion des applications géospatiales ; l'établissement de trois bases de données géospatiales mondiales ; des projets sur les données de géovisualisation ; la génération de produits de géographie opérationnelle destinés à plusieurs missions ; la fourniture d'analyses spatiales et d'analyses de terrain à distance ; le traitement d'images, la conception de produits de surveillance et de contrôle pour les missions ; b) l'hébergement de 45 centres de données virtuels, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie visant à centraliser les technologies et à alléger les équipes chargées de l'informatique et des communications et à promouvoir la résilience opérationnelle des missions ; c) la fourniture d'un appui centralisé permanent aux services de télécommunications et de visioconférence, aux centres de données, et aux systèmes de transmissions de données.

Services d'appui à distance (missions)

21. Au paragraphe 21 de son rapport daté du 1^{er} mai 2017 (A/71/836/Add.10), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a demandé des informations sur l'effort de centralisation et d'appui à distance, sur la mesure dans laquelle le Service permettait aux missions de s'acquitter de leur mandat, ainsi que sur l'état d'avancement des produits et les besoins en ressources de la Base de soutien logistique des Nations Unies et de ses missions clientes.

22. La Base de soutien logistique des Nations Unies a poursuivi la mise en place du dispositif d'appui à distance aux missions, qui a commencé en 2015 pour la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et qui depuis lors a été étendu à

d'autres missions, dont la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS), la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL). Ce dispositif comprenait l'infrastructure de bureau virtuel, des services de mise en place d'un environnement de serveurs virtuels, des serveurs de stockage et des serveurs de fichiers, des réseaux locaux et des réseaux longue distance, des solutions vocales, des services visant à garantir la sécurité du réseau, l'administration des serveurs, ainsi que des services de reprise après sinistre et de sauvegarde des données

Appui à Umoja

23. Le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications a continué d'héberger les systèmes Vblock pour Umoja et d'assurer, grâce au fonctionnement des bases de Brindisi et de Valence comme centres de technologies jumeaux, les services de reprises après sinistre et les dispositifs de sécurité de l'information pour Umoja. La connectivité entre les missions et la Base de soutien logistique des Nations Unies a été contrôlée en permanence et garantie 99,9 % du temps. Des services d'assistance de niveau 2 hébergés par la Base, dont les coûts ont été imputés aux budgets des différentes missions, ont fourni un appui opérationnel à ces dernières ou classifié les incidents pour informer l'équipe Umoja en vue de leur règlement par des spécialistes des processus et des analystes des systèmes de gestion (appui de niveau 3). L'équipe de gestion des données de base mise en place au sein de la Base a conservé une capacité de maintenance de 17 emplois de temporaire (autres que pour les missions) pour l'exercice 2016/17.

Initiatives et projets spéciaux mis en œuvre au cours de l'exercice 2016/17

24. Durant l'exercice considéré, le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications a mené à bien plusieurs projets, notamment la conclusion de la troisième année de mise en œuvre de l'initiative de consolidation des systèmes d'information géospatiale. Le projet pilote initial, dont la mise en œuvre a été étalée sur deux ans (de 2014 à 2016), avait pour objectif de produire des gains d'efficacité notamment en consolidant et en centralisant les infrastructures et les services relatifs aux systèmes d'information géospatiale au niveau de la Base. Il a permis de supprimer 37 postes dans les missions et de réaliser des économies grâce à l'amélioration de l'infrastructure et des logiciels liés aux systèmes d'information géospatiale. La Section des systèmes d'information géospatiale de la Base de soutien logistique des Nations Unies a assuré les tâches de consolidation et de centralisation et fourni des produits et services géospatiaux standard aux missions. De même, il a mis en place un système d'allocation dynamique de la bande passante, qui a produit des gains d'efficacité en permettant d'optimiser et d'accroître les capacités du réseau satellitaire en fonction de la demande des utilisateurs et d'améliorer l'efficacité de l'infrastructure d'hébergement et de connectivité dans les missions de maintien de la paix, et créé un système de gestion des infrastructures des centres de données, qui a favorisé d'importants gains d'efficacité énergétique et servi de modèle pour la mise en place de systèmes similaires dans l'ensemble des missions. En outre, il a créé un portail d'accès à distance permettant à un utilisateur final d'utiliser les applications certifiées où qu'il soit dans le monde, pour autant qu'il ait accès à Internet.

Service de l'appui à la Base

25. Pendant l'exercice considéré, le Service de l'appui à la Base a continué de fournir un appui administratif et des services de sécurité en vue de faciliter les

activités opérationnelles menées à Brindisi et à Valence. Il a également coordonné les activités de formation.

26. Le Service a assuré des services d'appui à la MANUL en intégrant trois membres du personnel de la Mission mis à sa disposition, y compris un appui administratif à distance en ce qui concerne notamment les ressources humaines, la gestion financière, les voyages et l'administration des biens. Il a également fourni un appui administratif dans le domaine de l'approvisionnement au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), à la Commission mixte Cameroun-Nigéria et au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), conformément aux accords de prestation de services.

Bureau régional de la sécurité aérienne

27. Au cours de la période considérée, deux membres du Bureau régional de la sécurité aérienne ont effectué sept visites de contrôle de la sécurité aérienne auprès de trois missions, à savoir la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) et la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI). Ils ont en outre dispensé à 20 membres du personnel de neuf missions et du Programme alimentaire mondial (PAM) une formation en présentiel sur l'inspection des aéronefs, l'évaluation de la performance et l'évaluation des transporteurs, assuré 413 cours en ligne sur la sécurité aérienne à l'intention de membres du personnel de 14 missions et du PAM et distribué dans 16 missions ainsi qu'au Siège des brochures, affiches et calendriers destinés à sensibiliser aux questions de sécurité aérienne.

Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions

28. Pendant l'exercice considéré, le Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions a procédé à 652 vérifications de références données par des candidats présélectionnés pour un poste dans une mission et facilité l'approbation de 2 439 personnes aux fins de leur inscription sur la liste des candidats présélectionnés.

Unités hébergées

29. Les unités hébergées du Département des opérations de maintien de la paix ont mené à bien les activités suivantes :

Force de police permanente

30. La Force de police permanente a continué de prêter son appui aux missions de maintien de la paix et aux missions politiques spéciales des Nations Unies en y déployant ses experts. Elle a en outre fourni un appui au renforcement des capacités du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans plusieurs pays, dans le cadre de la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires de promotion de l'état de droit au lendemain de conflits et d'autres crises.

31. La Force de police permanente a aidé les pays fournissant du personnel de police à préparer leurs agents au déploiement dans 11 missions et participé à neuf conférences internationales sur les questions de police.

32. Elle a également participé à 14 missions et études d'évaluation, notamment en ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité et la politique relative aux unités de police constituées.

Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires

33. Le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires a fourni une assistance aux cinq plus grandes opérations de maintien de la paix, permettant ainsi : a) l'opérationnalisation progressive de la Cour pénale spéciale de la République centrafricaine dans le cadre de la MINUSCA ; b) l'établissement d'un plan pour le transfert, à des partenaires disposant d'un avantage comparatif, de certaines tâches relatives à l'état de droit jusqu'alors prises en charge par la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) ; c) un déploiement à la MINUAD dans le cadre de la planification du passage à l'état de droit ; d) la fourniture d'un appui à la mise en place de la nouvelle composante état de droit de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) ; e) la prestation de conseils sur les mécanismes d'établissement des responsabilités aux fins des enquêtes sur les crimes graves et de la traduction en justice de leurs auteurs ; f) la rationalisation de l'appui à la MINUSMA dans le domaine de l'administration pénitentiaire, conformément aux priorités politiques de la Mission.

Service intégré de formation

34. De juillet à décembre 2016, le Service intégré de formation, qui est doté de cinq postes approuvés, a organisé 10 séances de formation à l'intention de 120 membres du personnel civil. En application des résolutions 70/287 et 70/288 de l'Assemblée générale, ces cinq postes, rattachés à la Base de soutien logistique des Nations Unies jusqu'au 31 décembre 2016, ont été transférés au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix à compter du 1^{er} janvier 2017.

Sites de Brindisi et de Valence

35. Au paragraphe 15 de sa résolution 70/288, l'Assemblée générale a prié à nouveau le Secrétaire général de lui présenter des données ventilées relatives aux ressources et aux dépenses nécessaires pour les centres de Brindisi et de Valence. Le tableau 1 ci-après présente les dépenses de l'exercice 2016/17, ventilées par site.

Tableau 1
Analyse des dépenses de l'exercice 2016/17 par site

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017.)

Catégorie	Brindisi ^a	Valence	Total	Pourcentage du total	
				Brindisi	Valence
	(1)	(2)	(3)=(1)+(2)	(4)=(1)/(3)	(5)=(2)/(3)
Personnel civil^b					
Personnel recruté sur le plan international	18 510,3	1 376,8	19 887,1	93,1	6,9
Personnel recruté sur le plan national	17 862,7	1 039,3	18 902,0	94,5	5,5
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–	–
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1 948,7	309,2	2 257,9	86,3	13,7
Total partiel	38 321,7	2 725,3	41 047,0	93,4	6,6
Dépenses opérationnelles					
Consultants	268,3	0,5	268,8	99,8	0,2

Catégorie	Pourcentage du total				
	Brindisi ^a	Valence	Total	Brindisi	Valence
	(1)	(2)	(3)=(1)+(2)	(4)=(1)/(3)	(5)=(2)/(3)
Voyages	1 150,4	66,5	1 216,9	94,5	5,5
Installations et infrastructures	5 439,4	1 541,0	6 980,4	77,9	22,1
Transports terrestres	446,1	6,0	452,1	98,7	1,3
Transports aériens	–	–	–	–	–
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–	–
Communications	5 323,2	1 283,4	6 606,6	80,6	19,4
Informatique	20 995,2	3 332,1	24 327,3	86,3	13,7
Santé	38,7	5,1	43,8	88,4	11,6
Matériel spécial	–	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	1 254,3	27,3	1 281,6	97,9	2,1
Projets à effet rapide	–	–	–	–	–
Total partiel	34 915,6	6 261,9	41 177,5	84,8	15,2
Montant brut	73 237,3	8 987,2	82 224,5	89,1	10,9

^a Les dépenses imputables à Brindisi englobent toutes les dépenses correspondant au lieu d'affectation de Brindisi et celles qui sont imputables au Siège.

^b En moyenne, 411 personnes ont été déployées, dont 28 à Valence et 383 à Brindisi.

Entités basées à Brindisi et Valence mais ne relevant pas de la base de soutien logistique

36. Au paragraphe 55 de son rapport du 24 avril 2015 (A/69/839/Add.9), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de lui présenter, dans ses futurs rapports sur l'exécution du budget et projets de budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies, des informations sur tout le personnel occupant les locaux de Brindisi et de Valence, ainsi que des précisions sur les modalités administratives et de recouvrement des coûts, les frais de location et d'entretien, les recettes perçues et toute autre information pertinente sur l'utilisation des locaux de l'Organisation des Nations Unies.

37. Au cours de la période considérée, la Base de soutien logistique des Nations Unies a accueilli à Brindisi et à Valence des membres du personnel d'appui d'autres entités, comme indiqué dans le tableau 2. Le personnel d'appui a fourni ses services directement aux missions de maintien de la paix et aux missions politiques spéciales ainsi qu'à d'autres entités, conformément aux accords de prestation de services et selon le principe du recouvrement des coûts.

38. Le Centre international de calcul a fourni divers services, dont la mise à disposition d'un pôle d'assistance, un soutien à l'infrastructure et un appui aux applications et aux centres de données. Comme indiqué dans le tableau 2, 108 membres du personnel d'appui du Centre international de calcul ont fourni des services à des entités ne relevant pas du Secrétariat de l'ONU. Dans le cadre d'un système de recouvrement global des coûts associés à l'utilisation des locaux de Brindisi et de Valence, les frais liés aux services de gestion des installations, comme le nettoyage, le jardinage, la sécurité et l'entretien, ont été imputés au Centre

international de calcul, au prorata de son utilisation, et recouverts par le biais du fonds de recouvrement de coûts liés aux opérations de maintien de la paix.

39. Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets a fourni divers services dans des domaines tels que la visioconférence, la gestion de services, la planification des capacités et la gestion de la performance, la sécurité et la résilience opérationnelle, la gestion de contenu et l'amélioration de la perception de la situation ou encore la gestion du stockage.

40. Pendant la période considérée, une équipe de 17 membres du personnel des Nations Unies (personnel temporaire autre que pour les réunions) a travaillé sur la gestion des données de base d'Umoja et des données personnelles sur les sites de Brindisi et de Valence de la Base de soutien logistique des Nations Unies. Les dépenses de personnel y relatives ont été imputés aux budgets des missions de maintien de la paix concernées.

41. Au cours de l'exercice, un nombre limité de fonctions d'appui à la MANUL ont été maintenues, nécessitant la présence de trois membres du personnel d'appui. La Base de soutien logistique des Nations Unies a également continué de mettre des locaux à la disposition du Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies, lequel comptait trois membres du personnel des missions.

Tableau 2

Présence dans les locaux de la Base de soutien logistique des Nations Unies de membres du personnel d'entités ne relevant pas de cette base, au 30 juin 2017

<i>Entité</i>	<i>Brindisi</i>	<i>Valence</i>	<i>Total</i>
Centre international de calcul			
Missions de maintien de la paix	62	49	111
Autres missions	9	99	108
Total partiel	71	148	219
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	57	102	159
Personnel chargé de la gestion des données de base d'Umoja	10	7	17
Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies	3		3
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	3		3
Total	144	257	401

Services fournis à d'autres entités et recouvrement des coûts

42. Au paragraphe 68 de son rapport en date du 26 avril 2016 (A/70/742/Add.9), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a estimé qu'il fallait permettre à l'Assemblée générale de mieux comprendre les services fournis à d'autres entités du Secrétariat et ne relevant pas du Secrétariat et lui donner un aperçu complet des ressources mises à la disposition de la Base de soutien logistique des

Nations Unies. Il a recommandé que des informations complètes et transparentes sur les dépenses engagées et les recettes perçues pour tous les services fournis à d'autres entités du Secrétariat et ne relevant pas du Secrétariat soient systématiquement incorporées dans les futurs rapports sur l'exécution du budget et projets de budget.

43. Durant l'exercice 2016/17, la Base de soutien logistique des Nations Unies avait des accords de prestation de services avec 11 entités et leur fournissait à ce titre, en appliquant le principe du recouvrement des coûts et en utilisant la fonctionnalité de prestation de services d'Umoja, des services en matière de connectivité, de stockage de données, de télécommunications, d'hébergement de centres de données, d'hébergement d'applications, de suivi des événements, de sécurité informatique et de résilience opérationnelle ainsi que des services internes et des services liés au système d'information géospatiale. Les coûts ont été calculés sur la base du barème des services et le mécanisme de recouvrement a permis de générer 6,3 millions de dollars de recettes au cours de la période considérée. Les recouvrements des coûts réalisés au cours de l'exercice 2016/17 sont présentés dans le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3
Analyse des remboursements perçus au titre du recouvrement des coûts pendant l'exercice 2016/17

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Entité bénéficiant d'un appui</i>	<i>Services fournis</i>	<i>Montant</i>
Bureau de l'informatique et des communications	Services d'hébergement (hébergement de serveurs) ; stockage des données (fourniture, réplication et sauvegarde) ; services de connexion (liaison louée, réseau Internet, réseau privé virtuel site à site) ; suivi des événements	4 695,0
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	Services d'hébergement (infrastructure à la demande, hébergement de serveurs) ; stockage des données (fourniture, sauvegarde, réplication, résilience opérationnelle) ; services d'application (base de données) ; services de connexion (liaison louée, réseau privé virtuel site à site, accès client au réseau privé virtuel/à l'infrastructure de bureau virtuel, Internet) ; suivi des événements	448,7
Centre international de calcul	Services d'hébergement (baies de stockage) ; services de connexion (réseau Internet, liaison informatique) ; services internes (bureaux)	345,5
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Services d'hébergement (baies de stockage, hébergement de serveurs, infrastructure à la demande) ; stockage des données (fourniture, réplication, sauvegarde, résilience opérationnelle) ; services d'application (base de données, Domino) ; services de connexion (liaison louée, réseau Internet, accès client au réseau privé virtuel/à l'infrastructure de bureau virtuel) ; suivi des événements	305,8
Département des affaires économiques et sociales	Services d'hébergement (hébergement de serveurs) ; stockage des données (fourniture, sauvegarde) ; services d'application (base de données) ; services de connexion (liaison louée, réseau Internet, accès client au réseau privé virtuel/à l'infrastructure de bureau virtuel) ; suivi des événements	190,1
Département de la sûreté et de la sécurité	Services d'application (courrier électronique) ; services de connexion (réseau Internet)	88,4
Tribunal spécial pour le Liban	Services d'application (courrier électronique) ; services de connexion (réseau privé virtuel site à site)	72,3
Mission de l'Union africaine en Somalie	Services d'application (courrier électronique)	51,2
Mécanisme de surveillance de l'aide humanitaire en République arabe syrienne	Services de connexion (liaison informatique) ; télécommunications (voix) ; suivi des événements	29,8

<i>Entité bénéficiant d'un appui</i>	<i>Services fournis</i>	<i>Montant</i>
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Services de connexion (compression des réseaux, services d'experts réseau) ; stockage des données (sauvegarde) ; services d'hébergement (hébergement de serveurs) ; suivi des événements	24,0
Programme alimentaire mondial	Services d'hébergement (baies de stockage) ; services de connexion (réseau Internet, liaison informatique, liaison hertzienne) ; télécommunications (voix) ; services internes (bureaux)	16,9
Total		6 267,7

44. La Base de soutien logistique des Nations Unies a utilisé les montants récupérés par l'intermédiaire du fonds de recouvrement des coûts afin de se procurer les ressources informatiques et de financer les installations et les infrastructures nécessaires pour honorer les accords de prestation de services conclus avec ses clients. De plus, au cours de l'exercice 2015/16, le Centre a eu recours aux services d'un coordonnateur principal pour l'informatique et les communications (P-5), nouveau poste financé par des fonds extrabudgétaires recouverts à la suite de la fourniture de services, qui était chargé de la coordination et de la gestion des recettes provenant du recouvrement des coûts.

Postes et ressources fournis par d'autres missions

45. Au paragraphe 24 de son rapport du 24 avril 2015 (A/69/839/Add.9), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a estimé qu'il importait de préciser davantage les divers arrangements qui avaient été prévus en vue de la prestation d'un appui administratif aux missions et de faire preuve d'une transparence totale en ce qui concernait les ressources mises à la disposition de la Base de soutien logistique des Nations Unies et les accords de recouvrement des coûts.

46. Dans la limite des ressources autorisées pour la MANUL pour l'exercice biennal 2016-2017, la Base a accueilli trois membres du personnel de la Mission recrutés sur le plan national, dont les postes sont imputés au budget de cette dernière. Aucun autre poste ni aucune autre ressource n'ont été fournis par une autre mission. Des accords de prestation de services d'un montant de 40 000 dollars avaient été conclus avec l'UNOWAS, la Commission mixte Cameroun-Nigéria et le BRENUAC.

Dépenses liées à la maintenance d'Umoja

47. Les crédits budgétaires approuvés en vue de couvrir les coûts d'exploitation et de maintenance du progiciel de gestion intégré Umoja ont été regroupés pour l'ensemble des opérations de maintien de la paix dans le budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies pour l'exercice 2016/17. Ainsi, les coûts d'exploitation et de maintenance sont présentés de manière cohérente et transparente, et les dépenses affectées aux sites où elles ont été engagées.

48. Comme le montre le tableau 4, le montant approuvé de 16,8 millions de dollars, destiné à couvrir les coûts de maintenance d'Umoja et réparti entre les catégories « Informatique » et « Communications », a été intégralement utilisé. L'écart relevé entre le montant des crédits ouverts et les dépenses, équivalant à 2,7 millions de dollars pour chacune des catégories, s'explique par le fait que le matériel acheté pour améliorer le réseau satellitaire a été comptabilisé dans la catégorie « Informatique », tandis que tous les crédits ouverts pour la modernisation du système satellitaire d'Umoja, y compris le matériel, les pièces de rechange, la liaison louée, le répéteur de satellite ainsi que les services d'appui et les logiciels connexes, ont été inscrits à la rubrique « Communications ».

Tableau 4
Dépenses liées à la maintenance d'Umoja

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Dépenses	
			Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)=(1)-(2)	(4)=(3)/(1)
Communications	6 489,2	3 726,7	2 762,5	42,6
Informatique	10 313,0	13 070,1	(2 757,1)	(26,7)
Total	16 802,2	16 796,8	5,4	0,0

Exécution financière

49. Le taux d'exécution global du budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 s'est établi à 99,2 %. Les dépenses de l'exercice 2016/17 étaient de 82 224 500 dollars, laissant ainsi un solde inutilisé de 633 300 dollars.

50. Le taux d'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies pendant l'exercice considéré s'explique principalement par le fait que le montant des dépenses liées au personnel civil (1 632 200 dollars) a été plus important que prévu en raison du taux élevé d'occupation des postes pour la composante personnel recruté sur le plan national, et que les dépenses ont dépassé les prévisions dans la catégorie du personnel recruté sur le plan international, les dépenses communes de personnel ayant été plus élevées que prévu, ainsi que par l'absorption des coûts liés aux trois postes soumis à recrutement international et aux deux postes soumis à recrutement national approuvés par l'Assemblée générale jusqu'au 31 décembre 2016 dans le Service intégré de formation.

51. Les dépenses opérationnelles se sont élevées à 41 177 500 dollars, laissant un solde inutilisé de 2 265 500 dollars, principalement au titre des rubriques Communications et Installations et infrastructures, les ressources prévues pour l'achat de matériel de communication et les services d'entretien ayant été réaffectées afin de couvrir les coûts supérieurs aux prévisions au titre du personnel civil. Par ailleurs, les coûts inscrits à la rubrique Installations et infrastructures ont été inférieurs aux prévisions, la consommation d'électricité ayant été plus faible que prévu en raison de conditions météorologiques favorables et de l'utilisation intensive de panneaux solaires. Les économies globales ainsi réalisées ont été en partie annulées par un dépassement des crédits au titre des voyages, en raison principalement de dépenses imprévues, liées notamment à l'examen des besoins en personnel civil.

52. Une analyse des écarts figure au chapitre IV du présent rapport.

C. Partenariats, coordination avec les équipes de pays et missions intégrées

53. La Base de soutien logistique des Nations Unies a apporté un appui au PAM en fournissant des services de téléphonie et de données nécessaires à son entrepôt de fournitures humanitaires, installé sur le site de la Base, ainsi que des liaisons par satellite et un appui informatique aux fins des séances de formation organisées sur son site de San Vito dei Normanni, non loin de Brindisi.

54. La Base de soutien logistique des Nations Unies a continué de dispenser des formations au PAM et à lui fournir un appui logistique lorsqu'il en faisait la demande.

Elle a par ailleurs appuyé des opérations d'urgence du Fonds des Nations Unies pour l'enfance au Mali, au Nigéria et en Somalie, mettant à sa disposition des véhicules blindés appartenant aux stocks pour déploiement stratégique.

55. La Force de police permanente a continué de : a) resserrer ses partenariats avec des organisations régionales telles que l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne ; b) fournir au Centre d'excellence pour les unités de police de stabilisation et à la Force de gendarmerie européenne basés à Vicence (Italie), un appui à la formation sous forme de modules sur le maintien de la paix ; c) prêter son appui dans le cadre de la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires de promotion de l'état de droit au lendemain de conflits et d'autres crises, notamment aux équipes de pays des Nations Unies et aux centres de formation de la police des États Membres, les frais de voyage étant à la charge de l'entité bénéficiaire. Un appui technique à distance a été fourni au Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux en réponse à des demandes officielles.

D. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

56. La Base de soutien logistique des Nations Unies a contribué à cinq réalisations escomptées en exécutant les produits clefs qui s'y rapportent, tels qu'indiqués dans les cadres de budgétisation ci-après. Ceux qui correspondent aux réalisations escomptées 1.1 et 1.2 sont répartis par unité fonctionnelle : logistique, technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications et appui à la Base. Les produits concernant les services administratifs fournis, le Bureau des services de sécurité et le Bureau régional de la sécurité aérienne relèvent de la réalisation escomptée 1.1. Les produits relatifs à la résilience opérationnelle et à la sécurité du réseau relèvent des réalisations escomptées 1.3 et 1.4. Ceux qui ont trait aux unités hébergées à la Base de soutien logistique, y compris la Force de police permanente et le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires, relèvent de la réalisation escomptée 1.5.

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration de l'appui opérationnel et technique apporté aux missions de maintien de la paix et aux autres missions

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.1.1 Tous les mouvements stratégiques aériens sont contrôlés et suivis de façon centralisée par le système de suivi mondial et il est procédé à une analyse des coûts et des avantages et au choix des appareils afin de réduire les dépenses de fonctionnement de la flotte au niveau régional et d'utiliser celle-ci au mieux.

Objectif atteint. Tous les mouvements stratégiques aériens ont été contrôlés et suivis de façon centralisée. Une analyse des coûts et des avantages a notamment été réalisée et le choix d'appareils a été fait pour 113 opérations aériennes, y compris des vols stratégiques d'appui et des vols en dehors des missions.

1.1.2 Des services de manutention au sol sont fournis dans les délais à tous les appareils du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions décollant de l'aéroport de Brindisi ou y atterrissant.

Des services de manutention au sol étaient disponibles, mais aucun vol n'a été demandé ou effectué.

1.1.3 La composition des stocks pour déploiement stratégique est examinée tous les ans en vue de répondre aux besoins des missions et de garantir une rotation optimale des stocks.	L'examen a été différé compte tenu du rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne concernant l'examen et l'évaluation des stocks pour déploiement stratégique (A/71/798). La composition des stocks sera revue lorsque l'Assemblée générale aura approuvé le nouveau concept des opérations.
1.1.4 100 % des demandes présentées par les missions en vue d'obtenir des articles entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique ou de la réserve de matériel de l'ONU ou faisant partie des biens excédentaires des missions sont honorées dans les 2 jours ouvrables qui suivent la demande.	96,8 % des demandes présentées (420 sur 434) ont été honorées dans les 2 jours ouvrables.
1.1.5 Des services d'appui technique (génie) sont systématiquement fournis dans les délais aux missions, selon le calendrier fixé.	Objectif atteint. Un appui technique a été fourni à distance, sans retard, à 11 opérations de maintien de la paix et au Siège ainsi qu'à 3 missions politiques spéciales et au Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux, sur la base de demandes officielles.
1.1.6 95 % des demandes d'entretien des véhicules et des groupes électrogènes du Centre sont traitées dans les 2 jours ouvrables.	Objectif atteint. Toutes les demandes d'entretien des véhicules et des groupes électrogènes ont été traitées dans les 2 jours ouvrables.
1.1.7 Tous les services de raccordement sont fournis dans les délais convenus 99,90 % du temps.	Objectif atteint. Les services de raccordement ont été fournis dans les délais convenus 99,90 % du temps.
1.1.8 Tous les services d'hébergement sont fournis dans les délais convenus 99,90 % du temps.	Les services de raccordement ont été fournis dans les délais convenus 99,20 % du temps. L'écart s'explique par la prise en compte de la durée de l'immobilisation programmée lors de l'établissement du rapport. Dans le cadre de l'entretien, un temps d'immobilisation des services d'hébergement a été prévu et programmé pour effectuer des tâches spécifiques qui ne pouvaient pas être exécutées en ligne.
1.1.9 Toutes les images, cartes et données analytiques requises sont fournies dans les délais convenus 99,90 % du temps.	Objectif atteint. Toutes les images, cartes et données analytiques requises ont été fournies dans les délais convenus 100 % du temps.
1.1.10 Des solutions et des services géospatiaux phares sont disponibles à l'échelle mondiale 99,90 % du temps.	Objectif atteint. Les solutions et les services étaient disponibles en permanence.
1.1.11 Des bases de données géospatiales normalisées et centralisées sont disponibles à l'échelle mondiale 99,90 % du temps.	Objectif atteint. Les bases de données étaient disponibles en permanence.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
------------------------	--	---------------------

Service de la logistique

Traitement de toutes les demandes d'accès au portail en ligne pour les activités relatives au génie	Oui 9 demandes d'accès ont été traitées pour 4 missions et le Siège.
---	--

Examen et traitement des demandes d'agrément technique des projets de génie civil prévus dans les missions pour lesquels les décisions concernant les marchés sont prises au niveau local.	Oui 52 demandes d'agrément technique émanant de 18 missions et de services d'appui ont été examinées et traitées.
Examen annuel de la composition des stocks pour déploiement stratégique en vue de répondre aux besoins des missions et de garantir une rotation optimale des stocks.	Non Au vu du rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne concernant l'examen et l'évaluation des stocks pour déploiement stratégique (A/71/798), la composition des stocks sera revue lorsque l'Assemblée générale aura approuvé le nouveau concept des opérations.
Conduite d'une enquête auprès des clients concernant la qualité de l'appui logistique fourni dans les missions, dont le principal indicateur de résultat mesure un taux de satisfaction de 80 %.	Oui Le taux de satisfaction global a atteint 96 %.
Vérification du bon état de marche du matériel entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique, de la réserve de matériel de l'ONU et du stock de véhicules et de groupes électrogènes du Centre de services mondial.	Oui Les groupes électrogènes et les véhicules entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique (513), de la réserve de matériel de l'ONU (5) et de la Base de soutien logistique des Nations Unies (161) ont été maintenus en bon état de marche.
Examen des projets de budget présentés par les missions pour les activités de génie, selon que de besoin	Oui 62 projets de budget pour les activités de génie ont été examinés.
Fourniture d'un appui aux activités de génie environnemental aux missions et au Centre de services mondial	Oui Un appui aux activités de génie environnemental a été fourni à distance et sur place à toutes les missions de maintien de la paix. Un appui a été fourni sur place à 6 missions de maintien de la paix (MINUSCA, MINUSMA, BANUS, MINUL, Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement et ONUCI) ainsi qu'à la Base de soutien logistique des Nations Unies.
Examen des rapports trimestriels établis par les missions sur la mise en œuvre des principaux projets de construction et de génie	Oui L'examen des rapports établis par les missions est achevé. La Base de soutien logistique des Nations Unies a mis en place une plateforme mondiale en ligne et lancé la phase pilote avec 3 missions (MONUSCO, BANUS et MINUSS). La phase pilote a été suspendue en février 2017 en raison de l'élaboration en cours d'une plateforme de gestion de projets commune pour toutes les missions.
Conseils aux missions sur la recherche de fournisseurs pour l'acquisition de biens	Oui 434 cas ont été traités concernant la recherche de fournisseurs, et le Centre a donné des conseils à des missions dans le cadre de son rôle de centralisation.
Contrôle et suivi de tous les vols de la flotte aérienne des Nations Unies qui sont équipés d'un dispositif de localisation	Oui Le suivi de tous les vols effectués dans le cadre de contrats d'affrètement de longue durée et de 40 % des opérations de la flotte aérienne organisées au titre d'une lettre d'attribution a été

		assuré (contre 25 % au cours de l'exercice 2015/16).
Fourniture de services de manutention au sol, aide à l'obtention des droits de circulation dans l'espace aérien italien et appui au Département de l'appui aux missions et aux appareils de la flotte des Nations Unies en service au Centre de services mondial dans le cadre d'un contrat d'affrètement de longue durée ; appui aux tâches administratives et coordination de l'aide sur les aires de trafic pour ce qui est des avions de ligne affrétés par le Centre sur une courte durée	Non	Des services de manutention au sol étaient disponibles, mais aucun vol n'a été demandé ou effectué.
Publication de rapports réguliers sur l'utilisation de la flotte stratégique aux fins de la veille stratégique et sur l'analyse des coûts	Oui	7 rapports comportant des recommandations sur l'utilisation de la flotte ont été publiés. Ils présentaient les taux d'utilisation de la flotte stratégique et une analyse comparative de son coût par rapport à celui des autres transporteurs aériens, commerciaux et autres, et le Centre stratégique des opérations aériennes a formulé des recommandations en conséquence.
Élaboration et organisation de stages de formation à la logistique à l'intention du personnel des missions	Oui	36 stages de formation à la logistique ont été organisés. La Base de soutien logistique des Nations Unies a aidé le Département de l'appui aux missions à créer un centre de formation à la gestion de la chaîne logistique et mis au point un cahier des charges pour 3 stages de formation.
Inventaire physique de toutes les immobilisations corporelles du Centre de services mondial, comme prescrit par les Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS)	Oui	Toutes les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'un inventaire sur le plan de la quantité et de la valeur capitalisée.
Inventaire physique de 100 % des stocks pour déploiement stratégique, de la réserve de matériel de l'ONU et des stocks du Centre de services mondial, comme prescrit par les normes IPSAS	Oui	Tous les stocks et réserves ont fait l'objet d'un inventaire sur le plan de la valeur capitalisée et 99,98 % des stocks pour déploiement stratégique et de la réserve de matériel de l'ONU ont fait l'objet d'un inventaire sur le plan quantitatif.
Poursuite de la codification, conformément aux normes de prestation de services en vigueur et aux données articles d'Umoja, de tous les bons de commande émanant des missions	Oui	Tous les bons de commande concernant le matériel appartenant à l'ONU et récemment reçu pour lesquels il n'existait aucune donnée article dans le catalogue général du Système Galileo de gestion des stocks ont été traités et codifiés dans les 10 jours, conformément aux normes de prestation de services.
Service des technologies géospaciales, de l'informatique et des télécommunications		
Organisation et préparation des postes avancés de communications par satellite dans le cadre du démarrage ou du renforcement de missions dans les 5 jours ouvrables suivant la réception de la demande	Non	Aucune nouvelle demande de poste avancé de communications par satellite n'a été reçue, mais 193 mises à niveau ont été effectuées. Celles-ci étaient nécessaires pour la gestion courante des communications par satellite.

<p>Fourniture de services techniques de gestion de la bande passante satellite afin de garantir une efficacité supérieure à 1,7 bit par hertz et la disponibilité de 10 % de la capacité louée de transmission par satellite dans la zone couverte par le téléport, dans la perspective de la configuration et du déploiement de nouvelles missions</p>	<p>2,00 Bits par hertz d'efficacité ont été garantis pour la bande passante satellite. Cette amélioration s'explique par la mise à niveau du réseau longue distance.</p>
<p>Installation d'un système de gestion des appareils mobiles permettant un accès sécurisé aux services de messagerie électronique dans 5 missions</p>	<p>16 Pour cent de la capacité louée de transmission par satellite étaient disponibles. Ce chiffre a été plus élevé que prévu en raison du déploiement d'un système d'allocation dynamique de la bande passante qui a permis d'utiliser davantage la capacité de transmission par satellite.</p> <p>4 Entités – l'UNFICYP, le Centre de services régional, la Base de soutien logistique des Nations Unies et le Bureau de l'informatique et des communications – exploitent ce système.</p>
<p>Services de gestion et d'appui pour 1 500 bureaux virtuels destinés aux usagers de centres informatiques externes et d'utilisateurs à distance dans les missions, y compris l'infrastructure de base composée de 16 serveurs et de 2 centres virtuels hébergés à Brindisi et à Valence</p>	<p>1 385 Bureaux virtuels, y compris l'infrastructure composée de 14 serveurs, ont bénéficié de services d'appui, et 2 centres virtuels ont été hébergés.</p>
<p>Services de gestion et d'appui pour 40 centres informatiques virtuels destinés aux missions, y compris l'infrastructure de base composée de 46 serveurs et de 2 centres virtuels hébergés sur les deux sites</p>	<p>45 Centres informatiques virtuels ont bénéficié de services de gestion et d'appui. Le nombre a été plus élevé que prévu en raison des besoins des missions. L'initiative visant à reproduire l'infrastructure du centre informatique auxiliaire a été intégrée au projet de nuage hybride qui vise à de permettre davantage de souplesse et d'efficacité opérationnelles grâce à une infrastructure homogène définie par logiciel qui fera cohabiter le nuage privé (hébergé dans des centres de données se trouvant dans les locaux) et le nuage public (hébergé dans des centres de données appartenant aux fournisseurs de services).</p>
<p>Installation et maintien en condition d'une configuration Active Directory normalisée pour 5 missions, y compris la mise en service à distance du logiciel au moyen du centre de contrôle de Microsoft</p>	<p>Oui La configuration Active Directory normalisée a été installée dans toutes les missions. Il s'agissait notamment de veiller à ce que des pratiques optimales soient suivies et normalisées dans toutes les missions concernant les services d'annuaire. Le logiciel a été mis en service à distance pour la MINURSO et 4 missions politiques spéciales.</p>
<p>Fourniture de 6 services géospatiaux phares à l'échelle mondiale, sûrs et largement disponibles : Field Global Portal, Field Street Map, Field Operational Map, Gazetteer, Imagery Management and Publishing System et UN Globe</p>	<p>6 Services géospatiaux phares ont été fournis à l'échelle mondiale : UN GeoPortal (Field Global Portal), UN Map (Field Street Map), UN Operational Map, Gazetteer, Imagery Management and Publishing System et UN Globe.</p>

Production de 200 cartes thématiques, opérationnelles, topographiques et de base destinées aux missions	271	Cartes ont été produites, y compris 199 cartes topographiques et 72 cartes thématiques. Le nombre plus élevé que prévu s'explique par de nouveaux besoins opérationnels, notamment de la MANUL.
Services d'achat d'images et gestion de 5 bases de données géospatiales mondiales normalisées et centralisées	5	Bases de données mondiales ont bénéficié de services de gestion : United Nations Operational Map – Operation Geospatial Information (UNOM-OGI), UN Operational Map – Base Map (UNOM-Base), Gazetteer, Image Repository et UN Globe.
Exploitation et gestion de tous les systèmes d'appui aux infrastructures à Brindisi et à Valence, pour l'hébergement et le raccordement de la plateforme convergée sur laquelle fonctionne Umoja (2 solutions intégrées vBlock et 2 systèmes HP Appsystems)	Oui	2 solutions intégrées vBlock et 2 systèmes HP Appsystems ont été utilisés comme infrastructure matérielle et logicielle pour l'hébergement de la plateforme sur laquelle fonctionne Umoja.
Traitement analytique d'images, de données spatiales sur le terrain et l'environnement en vue de produire 60 produits à valeur ajoutée et rapports destinés aux missions	60	Produits ont été fournis à 7 missions.
Élaboration, hébergement et maintien en condition de 190 solutions et services géospatiaux de cartographie sur Internet destinés aux missions	190	Solutions et services géospatiaux de cartographie sur Internet ont été élaborés, publiés et hébergés dans l'infrastructure en nuage.
Organisation de 3 stages de formation de niveau supérieur consacrés aux systèmes d'information géographique à l'intention du personnel des missions	3	Stages de formation ont été organisés, en décembre 2016 ainsi qu'en février et en avril 2017.
Services d'appui et d'entretien pour 3 245 articles de matériel informatique à usage individuel, 3 systèmes de distribution sans fil et 73 articles de matériel audiovisuel sur 2 sites distincts	3 166	Nombre d'articles de matériel et de systèmes pour lesquels des services d'appui et d'entretien ont été fournis : Articles de matériel informatique à usage individuel. Le nombre moins élevé que prévu s'explique par la baisse du nombre de clients zéro et d'ordinateurs à Brindisi. 3 Systèmes de distribution sans fil 75 Articles de matériel audiovisuel
Fourniture de 67 prestations de services informatiques à 992 utilisateurs sur deux sites différents	Oui	67 prestations de services informatiques ont été fournies à 810 utilisateurs. Le nombre d'utilisateurs a été moins élevé que prévu en raison d'une réduction des effectifs du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et du transfert du Service intégré de formation.
Activités d'entretien et d'appui (niveau 2) pour 169 applications hébergées sur un serveur central et destinées aux missions, au Siège et à d'autres bureaux des Nations Unies, et pour 45 applications	Oui	Des activités d'entretien et d'appui (niveau 2) ont été assurées pour 197 applications et systèmes hébergés sur un serveur central, et 62 applications hébergées sur un serveur local

hébergées sur un serveur local appuyant le fonctionnement du Centre, sur 2 sites distincts

Production de 820 Mwh d'énergie au moyen de technologies sans émissions de carbone

Conduite d'une enquête annuelle de satisfaction des clients

Fourniture de services d'appui à distance à la MINUSMA, la MINUSCA, la MINURSO et la MANUL, dans le cadre des accords de prestation de services conclus à cette fin

Service de l'appui à la Base

Fourniture de services de gestion et d'appui administratif à un effectif composé de 443 civils, 3 employés du Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies, 8 fonctionnaires de la MANUL, 73 vacataires et 15 consultants

Réalisation d'un taux de satisfaction de 80 % au minimum en ce qui concerne la coordination des

ont été installées pour répondre à de nouveaux besoins opérationnels.

1 116 Mwh d'énergie ont été produits. La production d'énergie a été plus élevée que prévue en raison de l'installation de nouvelles capacités de production d'énergie solaire et de conditions météorologiques favorables.

Oui Un taux de satisfaction global de 96 % a été atteint.

Oui Des services d'appui ont été fournis à la MINUSMA, la MINUSCA, la MINUAD, le BANUS, la MINUK et la MANUL, dans le cadre des accords de prestation de services. La MINURSO a également bénéficié de tels services à partir d'avril 2017.

411 Civils

3 Représentants du Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies

3 Fonctionnaires de la MANUL. La mission cliente a pourvu un nombre de postes moins élevé que prévu au budget.

57 Vacataires ont été engagés pour fournir un appui dans les domaines suivants : a) services de gestion ; b) génie ; c) gestion des installations ; d) cartographie géospatiale ; e) conception graphique ; f) informatique ; g) sécurité ; h) migration des systèmes d'information ; i) traduction.

Ce nombre est moins élevé que prévu car des ressources ont été réaffectées au personnel civil, dont la catégorie de dépenses a présenté un dépassement.

74 Consultants ont été engagés pour apporter un appui dans les domaines suivants : a) planification des acquisitions ; b) production de cartes ; c) services techniques ; d) harmonisation des données géospatiales ; e) conception graphique ; f) systèmes d'information ; g) services médicaux ; h) migration des systèmes d'information.

Ce nombre est plus élevé que prévu en raison de la présence de 50 consultants en services géospatiaux et de 16 autres consultants auxquels un appui administratif a été apporté ; le financement a cependant été assuré par les missions qui ont bénéficié de leurs services.

Oui Un taux de satisfaction de 99 % a été atteint en ce qui concerne la coordination des activités de

activités de formation organisées à Brindisi et à Valence et l'appui fourni à cet égard

Fourniture de services médicaux aux membres du personnel civil du Centre de services mondial et aux personnes à leur charge, ainsi qu'aux stagiaires de l'ONU à Brindisi

Organisation de 2 séances d'information de « L'ONU avec nous » sur les maladies sexuellement transmissibles et le VIH/sida et de 1 séance de « UN for All » sur l'orientation et l'identité sexuelles, le handicap, la santé mentale et la toxicomanie, à l'intention de tous les membres du personnel du Centre de services mondial

Entretien de 58 bâtiments en dur (61 136 m²), de 13 structures à parois souples (7 215 m²), de 111 conteneurs préfabriqués et de 310 968 m² de terrains non bâtis, dont des espaces verts, des surfaces bétonnées et asphaltées, et des routes et aires de stationnement, à Brindisi

Entretien de 11 bâtiments en dur, dont 3 bâtiments principaux et 8 bâtiments secondaires (pavillon d'entrée au réfectoire ; entrepôt ; dépôt d'ordures ; poste de contrôle ; remise à pompes d'arrosage et outils ; local « énergie » abritant le centre de contrôle de section et les groupes électrogènes ; station de raccordement au réseau d'abonnés) (9 163 m²) et 1 terrain non bâti de 34 337 m² comprenant des aires de stationnement, à Valence

Exploitation du parc de véhicules opérationnels du Centre de services mondial, qui comprend 128 véhicules à Brindisi et 5 véhicules à Valence

Bureau du Directeur

Établissement de rapports trimestriels sur l'exécution des programmes

Bureau régional de la sécurité aérienne

Organisation de 7 visites de contrôle de la sécurité aérienne à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (2), à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (2) et à la

formation organisées à Brindisi et à Valence et l'appui fourni à cet égard.

Oui Des services médicaux ont été fournis à 2 501 membres du personnel et personnes à leur charge à Brindisi.

Les personnes à charge ont eu recours aux services médicaux uniquement lorsque des soins de niveau différent étaient nécessaires. Il n'y avait aucune installation médicale des Nations Unies à Valence ; les membres du personnel en poste dans cette ville pouvaient cependant avoir accès aux services médicaux de Brindisi lorsqu'ils y étaient en déplacement professionnel.

19 Séances d'information sur les maladies sexuellement transmissibles et le VIH/sida ont été organisées pour l'ensemble du personnel de la Base de soutien logistique des Nations Unies. En raison de contraintes opérationnelles, la séance d'information de « UN for All » a été remise à plus tard.

Oui Le plan annuel d'entretien préventif a été exécuté dans son intégralité. Les principaux projets avaient pour objet la rénovation de sanitaires et d'un bâtiment ainsi que la modification et la certification des systèmes électriques de 4 abris.

Oui Le plan annuel d'entretien préventif a été exécuté dans son intégralité.

Oui 116 des 128 véhicules (91 %) étaient opérationnels à Brindisi et 5 (100 %) à Valence.

Oui Des rapports trimestriels ont été établis sur les réalisations escomptées, y compris l'appui opérationnel et technique et l'appui au déploiement fourni aux missions ainsi que sur la résilience et la sécurité informatiques.

7 Visites de contrôle de la sécurité aérienne ont été organisées comme prévu.

Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (3)

Élaboration et mise en service d'outils électroniques normalisés de gestion du risque et d'assurance de la sécurité, dans le cadre du programme de sécurité aérienne des missions affiliées au Bureau régional de la sécurité aérienne et des autres missions auxquelles le Département de l'appui aux missions apporte son concours, à leur demande

Oui Les activités ont été achevées dans les délais prévus

Une plateforme dotée d'une application pour smartphone a été créée afin de collecter et traiter les données obtenues à partir des activités d'assurance de la sécurité et de gestion du risque. Elle comprend également une bibliothèque de consultation des documents contrôlés, un forum permettant de diffuser activement l'information et un module relatif aux résultats obtenus en matière de sécurité. Ce système a été utilisé par l'UNFICYP, la FINUL, la Base de soutien logistique des Nations Unies, la MANUL et la MANUI.

Bureau des services de sécurité

Prestation de services de sécurité 24 heures sur 24 à Brindisi et à Valence

Oui Des services de sécurité ont été fournis 24 heures sur 24 à Brindisi et à Valence.

Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions

Facilitation de l'examen des critères d'évaluation pour 200 vacances de poste et du traitement de dossiers de recrutement en vue d'approuver jusqu'à 2 000 candidats qui seront inscrits sur les fichiers par le Groupe

2 439 Inscriptions sur la liste des candidats ont été approuvées. Ce nombre plus élevé que prévu s'explique par les vacances de poste supplémentaires présentées par les responsables de groupes professionnels et les missions.

Vérification des références de 1 250 candidats dont le recrutement a été demandé ; recoupements effectués avec 300 institutions militaires et gouvernements afin d'établir des critères d'équivalence des diplômes délivrés et des formations dispensées par les écoles militaires, de police ou d'aéronautique en regard des normes de l'enseignement tertiaire civil

652 Candidats ont fait l'objet d'une vérification des références. Ce nombre est inférieur aux prévisions en raison du nombre moins élevé de demandes émanant des missions.

Traitement de 2 000 demandes d'indemnité pour frais d'études et d'avances

168 Demandes d'indemnités pour frais d'études ont été traitées. Ce nombre est moins élevé que prévu car seules les demandes soumises par le personnel de la Base de soutien logistique des Nations Unies ont été traitées. Le traitement des autres demandes, que devaient présenter des membres du personnel des missions hors d'Afrique, a été confié au Bureau d'appui commun de Koweït et à la FINUL.

Réalisation escomptée 1.2 : Déploiement rapide dans les missions tout au long de leur mandat, comme prescrit par le Siège

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.2.1 Les liaisons de communications sont installées dans les 24 heures qui suivent l'arrivée, dans la zone d'une nouvelle opération de maintien de la paix, du matériel informatique, du matériel de communications et des spécialistes du Centre de services mondial

Objectif atteint. Les nouvelles liaisons de communication installées dans la Mission des Nations Unies en Colombie ont fonctionné dans les 24 heures qui ont suivi l'arrivée du matériel informatique et du matériel de communications.

1.2.2 Les modules et le matériel entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique et de la réserve de matériel de l'ONU sont expédiés dans les 30 jours suivant la réception de la demande d'envoi pour les demandes standard et dans les 90 jours pour le démarrage d'une mission

Objectif atteint. 216 demandes d'envoi de matériel concernant 32 missions ont été traitées dans un délai de 11 jours ouvrables en moyenne.

1.2.3 Les équipes d'appui aux missions sont déployées dans les 15 jours suivant l'approbation du déploiement

Objectif atteint. 98 % des déploiements ont eu lieu dans un délai de 15 jours. Des membres des équipes d'appui aux missions, 103 personnes au total, sont intervenus à 26 reprises dans des entités des Nations Unies, soit des missions, des centres de services régionaux, des bureaux et le Siège. Dans les bureaux et au Siège, ils ont fourni un soutien génie en matière de configuration et d'aménagement de locaux, ainsi qu'un appui administratif.

Produits prévus

Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre Observations

Service de la logistique

Coordination de la liquidation de leurs actifs par les missions avec le Département de l'appui aux missions

Oui La liquidation des actifs a été coordonnée et un appui technique a été fourni sur place à l'ONUCI, à la MINUSTAH et à la MINUL.

Réalisation des évaluations techniques des offres de services de transport dans les 24 heures suivant leur réception

Oui 55 évaluations techniques ont été réalisées dans les 24 heures suivant la réception des offres.

Chargement de tous les aéronefs à temps pour permettre un décollage et un atterrissage dans les délais fixés

Non Aucun vol n'a eu lieu en raison de l'absence de demandes.

Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications

Inspection et maintenance du matériel informatique et du matériel de communications des modules de déploiement logistique aéroportés qui entrent dans la composition des stocks pour déploiement stratégique afin de vérifier qu'ils sont prêts à être déployés à tout moment

Oui L'ensemble du matériel informatique et du matériel de communications des modules a été inspecté régulièrement et maintenu en état.

Mise à la disposition des nouvelles missions et des missions en phase de renforcement d'un module

Non Aucune demande n'a été reçue durant la période considérée.

géographique pour déploiement rapide et de spécialistes des systèmes d'information géographique

Service de l'appui à la Base

Fourniture d'un appui administratif au déploiement de 70 membres du personnel dans diverses missions	103	Membres du personnel déployés à titre temporaire ont reçu un appui administratif.
Fourniture d'un appui administratif pour le recrutement, la gestion et les voyages de 45 consultants en services géospatiaux	50	Consultants en services géospatiaux ont reçu un appui administratif.

Réalisation escomptée 1.3 : Renforcement de la résilience opérationnelle au moyen de dispositifs de continuité des opérations et de reprise après sinistre

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.3.1 Les applications des missions hébergées centralement sont disponibles 99,90 % du temps. Objectif atteint. Les applications des missions hébergées centralement ont été disponibles 99,95 % du temps.

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre	Observations
Service d'exploitation, de maintenance et d'appui pour 2 centres de données certifiés au niveau III par l'Uptime Institute, configuré en mode actif/actif avec répartition de la charge de travail, recouvrant 2 sites, représentant 3 100 téraoctets de capacité de stockage et 7 450 de capacité de réserve, et comprenant 488 serveurs physiques, 4 080 serveurs virtuels et 41 systèmes de gestion	Oui 2 366 1 925 455 3 713 40	Service d'exploitation, de maintenance et d'appui pour : Téraoctets de capacité de stockage Téraoctets de capacité de réserve Serveurs physiques Serveurs virtuels Systèmes de gestion Le produit relatif à la capacité de réserve a été inférieur aux prévisions en raison d'un changement de stratégie et de l'adaptation aux services en nuage disponibles.
Gestion et entretien de 46 920 boîtes aux lettres en service dans les missions, y compris l'acheminement et l'archivage des messages et l'administration de l'infrastructure active/active	47 381	Boîtes aux lettres en service dans les missions ont été gérées et entretenues et celles qui n'étaient plus utilisées ont été vidées.
Hébergement de 169 applications des missions	197	Applications des missions Le produit supérieur aux prévisions résulte de la classification en vertu de laquelle quelques systèmes existants, dont des sites d'accès libre, ont été considérés comme des applications.
Maintien de la norme internationale ISO/CEI 20000-1 relative au système de gestion des services informatiques	Oui	La norme a été maintenue.

Réalisation escomptée 1.4 : Renforcement de la sécurité et de la fiabilité du réseau longue portée global*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

1.4.1 Le réseau longue portée est disponible 99,90 % du temps.

Objectif atteint. Disponibilité à 99,99 % du temps

*Produits prévus**Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre**Observations*

Exploitation et maintenance de services de téléphonie, de visioconférence et de transmission de données et assistance technique, et un appui à distance pour un réseau satellitaire (10 réseaux satellitaires permettant une allocation dynamique de la bande passante, 7 réseaux permettant des liaisons point à multipoint sur 2 téléports par l'intermédiaire de 3 satellites)

Oui Exploitation, maintenance et assistance technique pour :

10 Réseaux satellitaires permettant une allocation dynamique de la bande passante

Réseaux permettant des liaisons point à multipoint

12 Téléports

2 Satellites comme prévu

3 L'augmentation temporaire du nombre de réseaux permettant des liaisons point à multipoint a résulté du projet de modernisation du réseau longue portée visant à l'amélioration de l'infrastructure de communication.

Exploitation et maintenance du réseau couplé composé de 210 routeurs à distance, 64 routeurs locaux, 140 commutateurs, 24 pare-feu, 93 pare-feu virtuels, 9 boîtiers tout-en-un permettant d'exploiter des applications Web, 10 analyseurs de réseaux, 4 systèmes de détection des intrusions, 88 accélérateurs réseau longue portée, 4 passerelles vers des réseaux privés virtuels, 14 appareils compatibles avec les services de téléphonie par Internet et 85 dispositifs de visioconférence, et assistance technique

Oui Exploitation, maintenance et assistance technique pour le réseau couplé, y compris :

198 Routeurs à distance

38 Routeurs locaux

97 Commutateurs

22 Pare-feu

119 Pare-feu virtuels

11 Boîtiers tout-en-un permettant d'exploiter des applications Web

12 Analyseurs de réseaux

7 Systèmes de détection des intrusions

103 Accélérateurs réseau longue portée. Le nombre est supérieur aux prévisions en raison de la mise en place de dispositifs liés au réseau longue portée

6 Passerelles vers des réseaux privés virtuels

211 Appareils compatibles avec les services de téléphonie par Internet. La quantité plus importante résulte du remplacement des lignes téléphoniques E1 (transmission numérique de l'information) par des liaisons utilisant le protocole SIP.

Exploitation et maintenance de 42 lignes téléphoniques E1 reliant les missions, de 62 lignes téléphoniques E1 commerciales, de 22 lignes louées et de 2 liaisons Internet à haut débit, et assistance technique	<p>85 Dispositifs de visioconférence</p> <p>La quantité moindre de certaines pièces de matériel résulte d'opérations de regroupement et d'optimisation.</p> <p>0 Aucune ligne téléphonique E1 reliant les missions n'a été exploitée en raison du remplacement de ce type de ligne par une nouvelle technologie.</p> <p>63 Lignes téléphoniques E1 commerciales</p> <p>24 Lignes louées. Le produit supérieur aux prévisions résulte de la demande des missions.</p> <p>2 Liaisons Internet à haut débit</p>
Maintien de la norme internationale ISO/IEC 27001:2013 relative à la sécurité de l'information	Oui La norme a été maintenue.

Réalisation escomptée 1.5 : Fourniture aux missions de maintien de la paix et aux autres missions d'un appui en matière de maintien de l'ordre, d'état de droit et de formation par les unités hébergées

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
1.5.1 Des composantes police sont créées dans les missions existantes et celles qui sont déjà en place bénéficient d'un appui de même que la Division de la police du Département des opérations de maintien de la paix (2014/15 : 14 ; 2015/16 : 15 ; 2016/17 : 15)	Objectif atteint. Un appui a été fourni à 29 reprises à des composantes police, y compris sous forme de 11 déploiements dans quatre missions de maintien de la paix (MINUSCA, MINUSTAH, MINUK et MINUL).
1.5.2 Un plus grand nombre de missions d'évaluation sont menées à bien, notamment en appui aux pays fournisseurs d'effectifs de police, y compris dans leurs centres de formation (2014/15 : 5 ; 2015/16 : 6 ; 2016/17 : 7)	Objectif atteint. Quatorze missions d'évaluation ont été effectuées, 7 dans des missions de maintien de la paix et 7 en appui à des pays fournisseurs d'effectifs de police.
1.5.3 Les composantes judiciaires et pénitentiaires des missions, nouvelles et existantes, bénéficient d'un appui (2014/15 : 9 ; 2015/16 : 9 ; 2016/17 : 9)	Objectif atteint. Six missions existantes ont reçu un appui et 3 missions d'évaluation opérationnelle ont été effectuées.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
------------------------	--	---------------------

Force de police permanente

8 missions d'assistance de 3 mois au maximum auprès des composantes police d'opérations de maintien de la paix existantes en vue d'aider au renforcement des capacités des services nationaux de maintien de l'ordre	11 Missions d'assistance ont été effectuées. Le produit a été supérieur aux prévisions en raison de trois missions supplémentaires menées en réponse à des demandes émanant d'opérations de maintien de la paix.
Création et renforcement des composantes police de 2 missions de taille moyenne nouvelles ou en phase de renforcement et réduction des effectifs/liquidation de missions existantes	Non Les missions existantes n'ont pas adressé de demande et aucune opération n'a été créée.

Fourniture d'un appui à la Division de la police du Département des opérations de maintien de la paix pour l'aider à donner suite à 6 rapports d'examen ou d'évaluation

Participation à 11 programmes de perfectionnement visant à renforcer les compétences des membres de la Force de police permanente

Mise en œuvre des recommandations formulées à l'issue de 7 missions d'évaluation conduites auprès des composantes police de missions de maintien de la paix et auprès de missions politiques spéciales et des fonds, programmes et d'institutions spécialisées des Nations Unies, notamment participation à un exercice d'évaluation des équipes d'aide à la sélection ou d'évaluation des unités de police constituées dans les pays fournisseurs de contingents

Aide/appui à 4 pays fournisseurs d'effectifs de police, y compris dans leurs propres centres de formation, afin de préparer leurs policiers à être déployés dans les missions

Participation à 2 conférences internationales sur la police (y compris les conférences organisées par l'Organisation internationale de police criminelle)

Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires

Déploiement de personnel, sur demande, à l'appui de 4 composantes judiciaires et pénitentiaires de missions en phase de démarrage ou dans le cadre du renforcement de composantes existantes, pour 3 mois au maximum

Réalisation de 5 missions d'évaluation destinées à aider les composantes judiciaires et pénitentiaires des missions

Organisation d'activités d'information, y compris publication de 4 articles, et de 3 visites auprès des entités à déploiement rapide d'autres organisations internationales

Élaboration et publication de 6 rapports de fin de mission, de visite ou d'évaluation

Participation à 1 conférence internationale, en vue de suivre les faits nouveaux dans le secteur de la justice et de l'administration pénitentiaire à l'échelle mondiale, de nouer des contacts et de

5 Rapports d'examen ou d'évaluation ont été établis. Le produit reflète le nombre de demandes d'appui reçues.

20 Programmes de perfectionnement ont été mis en œuvre. Neuf programmes de formation supplémentaires ont été jugés importants pour le renforcement des compétences du personnel et ont été menés à bien sans frais supplémentaires.

18 Missions d'évaluation ont été effectuées. Onze opérations d'appui supplémentaires auprès de missions ou d'entités ont été effectuées sans frais supplémentaires, le coût des voyages du personnel de la Force de police permanente ayant été pris en charge par la mission ou l'entité comme le prévoit la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires de promotion de l'état de droit au lendemain de conflits et d'autres crises.

11 Pays fournisseurs d'effectifs de police ont été aidés dans la préparation de leurs policiers au déploiement. Le produit supérieur aux prévisions reflète le nombre de demandes d'appui reçues.

9 Conférences internationales. Les membres de la Force de police permanente ont assisté à un nombre de conférences plus élevé que prévu en raison du nombre de demandes reçues.

6 Missions ont reçu un appui visant à renforcer leurs composantes judiciaires et pénitentiaires : MINUSCA (4), MONUSCO, MINUAD et MINUSS.

3 Missions d'évaluation ont été effectuées pour la MINUK (2) et la MINUSMA.

4 Articles ont été publiés dans des revues et dans les médias sociaux.

3 Visites d'information ont été organisées à New York, Stockholm et Genève.

7 Rapports de fin de mission ont été établis et publiés.

1 Participation à la réunion (conférence) du Groupe des Amis des services pénitentiaires dans

favoriser la mise en place de nouveaux partenariats, de faire œuvre de sensibilisation et de faire connaître le rôle d'appui du Corps permanent dans les domaines judiciaire et pénitentiaire

les opérations de maintien de la paix à New York.

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017.)

Catégorie	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3)=(1)-(2)	Pourcentage (4)=(3)/(1)
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	18 952,7	19 887,1	(934,4)	(4,9)
Personnel recruté sur le plan national	18 393,4	18 902,0	(508,6)	(2,8)
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	2 068,7	2 257,9	(189,2)	(9,1)
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Total partiel	39 414,8	41 047,0	(1 632,2)	(4,1)
Dépenses opérationnelles				
Consultants	439,5	268,8	170,7	38,8
Voyages	981,9	1 216,9	(235,0)	(23,9)
Installations et infrastructures	7 565,9	6 980,4	585,5	7,7
Transports terrestres	546,1	452,1	94,0	17,2
Transports aériens	–	–	–	–
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–
Communications	10 586,4	6 606,6	3 979,8	37,6
Informatique	21 909,7	24 327,3	(2 417,6)	(11,0)
Santé	157,7	43,8	113,9	72,2
Matériel spécial	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	1 255,8	1 281,6	(25,8)	(2,1)
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	43 443,0	41 177,5	2 265,5	5,2
Total brut	82 857,8	82 224,5	633,3	0,8
Recettes provenant des contributions du personnel	5 917,1	6 265,8	(348,7)	(5,9)
Total net	76 940,7	75 958,7	982,0	1,3
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	82 857,8	82 224,5	633,3	0,8

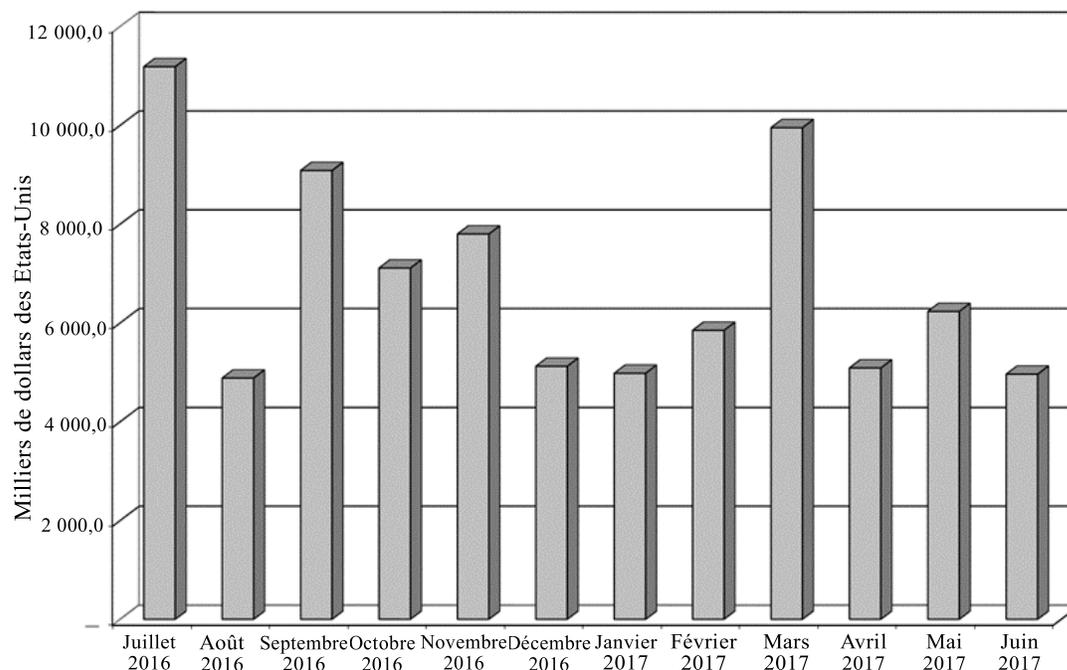
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Répartition initiale</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>
Personnel civil	39 414,8	1 790,0	41 204,8
Dépenses opérationnelles	43 443,0	(1 790,0)	41 653,0
Total	82 857,8	–	82 857,8
Pourcentage de réaffectations			2,2

57. Les ressources réaffectées proviennent principalement de crédits qui avaient été ouverts au titre des communications et des installations et infrastructures (rubrique Dépenses opérationnelles) et ont finalement été consacrés aux dépenses liées au personnel civil afin de financer les dépenses supplémentaires engagées dans cette catégorie.

C. Évolution des dépenses mensuelles



58. Le pic de dépenses enregistré en juillet 2016 tient pour l'essentiel aux engagements contractés au début de l'exercice au titre d'activités importantes en matière d'installations et infrastructures, en raison notamment de la facturation sur 12 mois des coûts afférents aux services de distribution collective et de sécurité et à une part importante des services d'entretien. Les dépenses supérieures à la moyenne en septembre 2016 sont liées aux communications, notamment à l'entretien du matériel et aux communications par réseaux commerciaux, après la réalisation de projets d'achat avec un délai d'approvisionnement court qui avaient été considérés

comme prioritaires au début de l'exercice 2016/17. Les dépenses supérieures à la moyenne en mars 2017 s'expliquent par l'achat de biens et services informatiques.

D. Autres produits et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Produit des placements	280,5
Autres produits	143,4
Annulations d'engagements d'exercices antérieurs	223,4
Total	647,3

E. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Mémorandum d'accord ^a	5 535,3
Contributions volontaires en nature	–
Total	5 535,3

^a Valeur des bâtiments à usage de bureaux, ateliers, entrepôts et terrains non bâtis mis à la disposition de l'ONU par le Gouvernement italien (3 239 790 dollars) et des bâtiments à usage de bureaux, bâtiments fonctionnels et terrains non bâtis mis à la disposition de l'ONU par le Gouvernement espagnol (2 295 522 dollars).

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Contingents	(934,4)	(4,9 %)

59. Le dépassement des crédits tient essentiellement aux dépenses communes de personnel pour le personnel recruté sur le plan international, qui se sont élevées en moyenne à 56,0 % des traitements nets au lieu des 49,7 % prévus, en raison de dépenses supérieures aux prévisions au titre des cessations de service et des entrées en fonctions (y compris la prime de rapatriement, le paiement des jours de congé annuel accumulés, la prime de réinstallation, l'indemnité d'installation et l'élément non-déménagement des effets personnels lors d'un changement de lieu d'affectation). Le dépassement tient également au financement d'un poste de P-4 et de deux postes de P-3, l'Assemblée générale ayant décidé, au paragraphe 16 de sa résolution [70/288](#), de ne pas supprimer de postes dans l'unité du Service intégré de formation hébergée sur la Base logistique des Nations Unies jusqu'au 31 décembre 2016 pour lesquels aucun crédit n'avait été ouvert dans le projet de budget pour l'exercice 2016/17 (voir [A/70/779](#)) puisqu'il avait été proposé de les supprimer.

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

60. Le dépassement global a été en partie compensé par un taux d'occupation des postes plus faible que prévu. Le taux de vacance moyen effectif s'est en effet élevé à 15,5 % pour le personnel recruté sur le plan international, alors que le budget prévoyait un taux de vacance moyen pondéré de 11,2 % (16,0 % pour les postes des unités hébergées et 9,0 % pour tous les autres postes de la Base de soutien logistique des Nations Unies).

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(508,6)	(2,8 %)

61. Le dépassement des crédits s'explique principalement par un taux d'occupation des postes plus élevé que prévu, le taux de vacance moyen effectif pour les agents des services généraux s'étant en effet élevé à 3,8 %, au lieu des 5,0 % prévus. Les dépenses communes liées au personnel recruté sur le plan national ont en outre été supérieures aux prévisions (32,5 % en moyenne des traitements nets au lieu des 30,1 % inscrits au budget). Cette augmentation s'explique principalement par : a) le coût des indemnités de fonctions, conformément aux résultats de la classification, dans l'ensemble de la mission du personnel recruté sur le plan national menée entre la fin de 2014 et décembre 2016 et qui a abouti à la promotion rétroactive de membres du personnel avec prise d'effet au 1^{er} juillet 2016 et au versement d'indemnités de poste au personnel remplissant les conditions requises à compter du 1^{er} juillet 2015 ; b) le coût du paiement des congés annuels aux fonctionnaires qui quittent la Base de soutien logistique des Nations Unies. Par ailleurs, il a fallu financer deux postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national, l'Assemblée générale ayant décidé, au paragraphe 16 de sa résolution 70/288, de ne pas supprimer de postes dans l'unité du Service intégré de formation hébergée sur la Base logistique jusqu'au 31 décembre 2016, les postes du Service intégré de formation pour lesquels aucun crédit n'avait été ouvert dans le projet de budget pour l'exercice 2016/17, puisqu'il avait été proposé de les supprimer.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(189,2)	(9,1 %)

62. Le dépassement s'explique par le taux d'occupation des postes plus élevé que prévu, avec des taux de vacance moyens effectifs de 9,1 % pour le personnel recruté sur le plan international (au lieu des 25,0 % prévus) et de 23,5 % pour le personnel recruté sur le plan national (au lieu des 26,0 % prévus).

	<i>Écart</i>	
Consultants	170,7	38,8 %

63. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par : a) le fait qu'un certain nombre de formateurs n'aient pas été engagés, afin de financer des dépenses plus importantes que prévu dans d'autres catégories budgétaires ; b) des dépenses moins importantes que prévu au titre des services de consultants médicaux spécialisés ; c) le coût moins important que prévu du renouvellement de la certification du système de gestion de l'environnement de la Base de soutien logistique des Nations Unies selon la norme ISO 14001 de l'Organisation internationale de normalisation.

	<i>Écart</i>	
Voyages	(235,0)	(23,9 %)

64. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) les dépenses non budgétisées liées au voyage de New York à Brindisi de neuf membres du personnel du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, dans le cadre de l'examen des besoins en personnel civil mené pendant l'exercice considéré ; b) la participation de la Base logistique des Nations Unies à un séminaire-retraite du Département de l'appui aux missions organisé à New York au sujet de la répartition, entre le Département de l'appui aux missions et la Base de soutien logistique, des futurs rôles et responsabilités de chacun ; c) les dépenses engagées au titre de voyages imprévus dans le cadre de certaines initiatives, y compris la centralisation des activités liées aux états de paie au Bureau d'appui commun de Koweït.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	585,5	7,7 %

65. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par : a) une consommation d'électricité inférieure aux prévisions du fait de conditions climatiques favorables et des économies d'un montant d'environ 190 000 dollars découlant de l'importante production électrique par des panneaux solaires à Valence ; b) des dépenses moins élevées que prévu au titre de services d'entretien comme le nettoyage et le jardinage, qui ont été réduites afin de financer le dépassement des crédits ouverts au titre d'autres rubriques budgétaires.

66. Ces économies ont été en partie annulées par l'acquisition d'articles non budgétisés, notamment : a) une cabine de peinture des véhicules, équipée d'un système de filtration pour prévenir les problèmes sanitaires et environnementaux ; b) un équipement antipollution (matériel de réhabilitation des sols) pour traiter les sols et ramener la quantité des divers polluants à des niveaux conformes aux normes internationales ; c) un système d'imagerie électrique pour la prospection d'eaux souterraines dont avait impérativement besoin la Section des systèmes d'information géospatiale pour accomplir les tâches prescrites pour les missions clientes.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	94,0	17,2 %

67. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement au fait que les missions ont fait moins de demandes d'installation de radios, de systèmes de suivi des véhicules, de mâts de drapeau et de pédales de double commande pour les véhicules appartenant aux stocks pour déploiement stratégique dont la Base logistique des Nations Unies assure l'entretien.

	<i>Écart</i>	
Communications	3 979,8	37,6 %

68. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement aux facteurs suivants : a) la comptabilisation en tant qu'achat de matériel informatique de dépenses d'un montant de 2 761 500 dollars liées à la mise à niveau du réseau satellitaire pour le progiciel de gestion intégré Umoja, dépenses initialement inscrites à la rubrique Communications ; b) la limitation à 550 000 dollars du montant consacré aux achats

de pièces de matériel de transmissions, afin de financer les dépenses supplémentaires au titre du personnel recruté sur les plans international et national ; c) la comptabilisation à la rubrique Informatique de dépenses relatives à un pont informatique/réseau longue distance pour un montant de 206 000 dollars, initialement inscrites au budget au titre de l'achat de pièces de matériel de transmissions ; d) la comptabilisation à la rubrique Installations et infrastructures de dépenses d'un montant de 169 000 dollars relatives aux pièces de rechange, initialement inscrites à la rubrique Pièces de rechange du matériel de communications.

	<i>Écart</i>	
Informatique	(2 417,6)	(11,0 %)

69. Le dépassement des crédits tient essentiellement aux facteurs suivants : a) la comptabilisation en tant qu'achat de matériel informatique de dépenses d'un montant de 2 761 500 dollars liées à la mise à niveau du réseau satellitaire pour le progiciel de gestion intégré Umoja, dépenses initialement inscrites à la rubrique Communications ; b) les activités non budgétisées, y compris l'achat de serveurs et de baies aux fins du renforcement des capacités en matière d'infrastructure de bureau virtuel et l'achat de baies de stockage pour éviter les frais d'entretien d'un matériel devenu obsolète ; c) la comptabilisation dans la catégorie Informatique (achat de matériel informatique) de dépenses relatives à un pont informatique/réseau longue distance initialement inscrites à la rubrique Communications (achat de pièces de matériel de transmissions).

70. Le dépassement global des crédits a été en partie compensé par les dépenses qui n'ont pas pu être engagées en raison de retards dans les procédures d'achat de licences pour le système d'allocation dynamique de la bande passante, les services informatiques et le contrat de location pour les imprimantes.

	<i>Écart</i>	
Santé	113,9	72,2 %

71. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par le fait que les frais d'entretien de l'entrepôt de fournitures médicales, initialement inscrits à la rubrique Santé, ont été comptabilisés à la rubrique Fournitures, services et matériel divers.

V. Exécution du budget : stocks pour déploiement stratégique

72. Au cours de l'exercice considéré, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a procédé à un examen et à une évaluation des stocks pour déploiement stratégique, ainsi que l'a demandé l'Assemblée générale au paragraphe 7 de sa résolution 70/288. Dans son rapport sur le sujet (A/71/798), le BSCI recommandait que le Département de l'appui aux missions actualise et révise le concept de stocks pour déploiement stratégique et les hypothèses et politiques afférentes dans le contexte de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des initiatives en cours concernant le démarrage des missions, aux fins d'un déploiement rapide.

73. La Base de soutien logistique des Nations Unies a défini les domaines à examiner, à savoir les hypothèses budgétaires, les stratégies de choix de fournisseurs, les capacités habilitantes, les possibilités de stockage plus proches des théâtres d'engagement, la gestion partagée des approvisionnements, une nouvelle structure de gouvernance et un dispositif de suivi des performances renforcé. Au 30 juin 2017, la Base de soutien logistique a remis un document de réflexion aux directeurs et aux

chefs de l'appui aux missions et aux directeurs du Département de l'appui aux missions afin de recueillir leurs appréciations.

74. L'examen annuel des stocks pour déploiement stratégique n'a pas eu lieu pendant l'exercice 2016/17, l'évaluation et l'audit du BSCI n'ayant pas encore été parachevés.

75. La valeur liquidative des stocks pour déploiement stratégique est passée de 41 883 800 dollars au 30 juin 2016 à 51 291 700 dollars au 30 juin 2017, soit une augmentation de 22,5 %. Cette variation tient essentiellement à l'augmentation de 10 776 000 dollars de la valeur des bâtiments préfabriqués et des modules à parois souples (de 2 217 600 dollars au 30 juin 2016 à 12 993 600 dollars au 30 juin 2017), qui s'explique par la disponibilité de nouveaux contrats-cadres et la livraison de produits au cours de l'exercice 2016/17, comme le prévoyait la composition des stocks pour déploiement stratégique approuvée pour 2016. La valeur du matériel et de l'outillage a en outre augmenté de 1 786 700 dollars, passant de 6 673 300 dollars au 30 juin 2016 à 8 460 000 dollars au 30 juin 2017, principalement en raison de l'achat de groupes électrogènes, de stations d'épuration des eaux usées et de scanners à bagages conformément à la composition des stocks pour déploiement stratégique approuvée pour 2016. Le tableau ci-dessous montre les valeurs liquidatives au 30 juin 2016 et 2017, respectivement pour les principales catégories d'actifs.

Valeurs liquidatives des stocks pour déploiement stratégique

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Valeur liquidative	Valeur liquidative	Écart	
	au 30 juin 2016	au 30 juin 2017	Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)=(2)-(1)	(4)=(3)/(1)
Bâtiments préfabriqués et modules à parois souples	2 217,6	12 993,6	10 776,0	485,9
Matériel informatique et matériel de communications	6 110,1	4 169,6	(1 940,5)	(31,8)
Mobilier et agencements	16,3	11,2	(5,1)	(31,3)
Matériel et outillage	6 673,3	8 460,0	1 786,7	26,8
Véhicules	26 866,5	25 657,3	(1 209,2)	(4,5)
Total	41 883,8	51 291,7	9 407,9	22,5

Ressources financières

76. Le montant total des fonds affectés aux stocks pour déploiement stratégique pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 est de 87,0 millions de dollars, dont 64,3 millions de dollars correspondant au solde des fonds de l'exercice précédent, 22,1 millions de dollars correspondant au montant nécessaire à la reconstitution des stocks pour déploiement stratégique livrés à des missions de maintien de la paix et missions politiques spéciales et 555 700 dollars correspondant à d'autres produits et ajustements.

77. Les montants nécessaires à la reconstitution des stocks pour déploiement stratégique livrés aux missions et les mouvements de fonds relatifs à ces stocks sont présentés dans les tableaux ci-dessous.

Montants nécessaires à la reconstitution des stocks pour déploiement stratégique livrés aux missions et bureaux

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017.)

<i>Destination</i>	<i>Montant</i>
Opérations de maintien de la paix	
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine	6 169,7
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali	5 426,4
Mission des Nations Unies au Soudan du Sud	3 905,2
Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement	2 156,1
Force intérimaire des Nations Unies au Liban	843,0
Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo	425,1
Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour	374,4
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	304,1
Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie	248,6
Base de soutien logistique des Nations Unies	125,8
Centre de services régional d'Entebbe	94,4
Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti	37,6
Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental	36,0
Siège de l'Organisation des Nations Unies	1,0
Total partiel	20 147,4
Missions politiques spéciales, missions de consolidation de la paix et autres bénéficiaires	
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	858,0
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	659,6
Mission des Nations Unies en Colombie	251,2
Réserve de matériel de l'ONU	63,8
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	50,4
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	47,7
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	30,7
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	9,0
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	8,9
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	4,9
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	2,9
Total partiel	1 987,1
Montant total nécessaire à la reconstitution des stocks livrés aux missions au cours de l'exercice	22 134,5

Mouvement de fonds relatifs aux stocks pour déploiement stratégique et catégories de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017)

<i>Mouvement</i>	<i>Montant</i>
Solde reporté de l'exercice 2015/16	64 346,0
Valeur des stocks reconstitués livrés aux missions au cours de l'exercice 2016/17	22 134,5
Autres produits et ajustements au cours de l'exercice 2016/17	555,7
Valeur totale	87 036,2
Report du solde inutilisé et d'autres produits de l'exercice 2016/17 à l'exercice 2017/18	53 569,5
Dépenses engagées en 2016/17	33 466,7
Valeur totale	87 036,2
Catégorie de dépenses	
Installations et infrastructures	20 826,3
Transports terrestres	7 276,0
Transports aériens	269,7
Transports maritimes ou fluviaux	2 254,9
Communications	1 062,5
Informatique	2,0
Santé	5,5
Fournitures, services et matériel divers	1 769,8
Dépenses engagées en 2016/17	33 466,7

VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

78. En ce qui concerne le financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies de Brindisi (Italie), l'Assemblée générale est appelée à :

a) Se prononcer sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017, soit 633 300 dollars ;

b) Se prononcer sur l'affectation des autres produits de l'exercice clos le 30 juin 2017, qui s'élèvent à 647 300 dollars, provenant des produits des placements (280 500 dollars), d'autres produits (143 400 dollars) et de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (223 400 dollars).

VII. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution [70/288](#)

Résolution [70/288](#)

Décision ou demande

L'Assemblée générale souligne que toutes les décisions prises au sujet des besoins opérationnels du Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications doivent être pleinement conformes aux règles et règlements de l'Organisation des Nations Unies et prie le Secrétaire général de suivre et de consigner toutes les décisions prises à cet égard et de lui faire rapport sur ces questions, ainsi que sur toutes les dépenses engagées, dans son rapport sur l'exécution du budget (par.10)

[Voir le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ([A/70/742/Add.9](#), par. 17)]

Mesures prises

L'information demandée se trouve dans les paragraphes suivants du présent rapport : paragraphes 17 à 24 sur la mise en œuvre opérationnelle du Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications ; paragraphe 35 sur les dépenses par lieu d'affectation (Brindisi et Valence) ; paragraphes 36 à 41 sur les entités basées à Brindisi et Valence ; paragraphes 42 à 44 sur les services fournis aux autres entités et le recouvrement des coûts